

Europe

L'EUROPE-PUISSANCE AU MIROIR DE L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE

Nicola Gaddoni

09/05/2026

À un an de l'élection présidentielle de 2027, comment appréhender le rapport des Français à la construction et à la défense européennes ? Nicola Gaddoni, chargé d'études au pôle Actualités et politiques de l'Ifop, analyse les résultats d'une enquête¹ qui, dans un contexte marqué par le retour des logiques de puissance, permet d'observer la manière dont l'opinion se situe face à la perspective d'une Europe plus cohérente et plus autonome sur le plan stratégique, ainsi que les attentes qui en découlent pour l'avenir de l'Union européenne.

[Les résultats complets](#)

Les chiffres clés de l'enquête

1. Lorsqu'ils se projettent dans l'avenir de la défense en Europe, **48% des Français privilégient le modèle d'une défense européenne commune, indépendante des États-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)**, devant une défense assumée par chaque État national (**28%**) et le maintien du cadre atlantique (**24%**).
2. Cette préférence pour une défense commune pèse sur le terrain électoral : à un an de l'élection présidentielle de 2027, **63% des électeurs déclarent qu'ils seraient gênés de voter pour un candidat remettant en cause l'engagement de la France en faveur d'une défense commune européenne**.
3. Elle se traduit aussi par un soutien transpartisan à des moyens militaires communs : **63% des Français sont favorables à la création d'une armée européenne**, une proposition majoritaire dans la plupart des électors, **y compris chez les sympathisants du Rassemblement national (53%)**.
4. Cette dynamique s'étend jusqu'aux enjeux les plus sensibles de la souveraineté : **58% des**

Français se disent favorables à l'extension du parapluie nucléaire français aux pays de l'Union européenne, dans le prolongement du débat relancé par Emmanuel Macron.

5. Enfin, la demande de puissance européenne ne se limite pas à la défense : **57% des Français soutiennent la création d'un ministre européen des Affaires étrangères**, en manifestant l'attente d'une Europe capable non seulement de se protéger, mais aussi de parler d'une voix plus cohérente sur la scène internationale.

Introduction

« De tous ceux qui sont aujourd'hui pris entre les États-Unis et la Chine, seuls les Européens ont la possibilité de devenir eux-mêmes une véritable puissance. À nous, donc, de décider : restons-nous simplement un grand marché, soumis aux priorités des autres ? Ou prenons-nous les mesures nécessaires pour devenir une puissance ?² »

Dans son discours de Louvain du 2 février 2026, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, résumait le diagnostic stratégique auquel l'Union européenne (UE) est désormais confrontée : l'Europe ne peut plus durablement demeurer un grand marché économiquement intégré, mais politiquement fragmenté. L'enjeu ne se limite plus à une amélioration du fonctionnement de la structure européenne, mais il tient à un choix entre deux trajectoires. Soit l'Union accepte un approfondissement de son intégration dans les domaines où se joue désormais la puissance – défense, politique étrangère, capacité industrielle –, soit elle s'expose au risque d'un recul de son influence et de son autonomie dans le nouvel ordre international.

Ce constat ne surgit pas dans l'abstrait, mais il procède d'une lecture de la séquence internationale dans laquelle l'Europe est désormais engagée. L'invasion russe de l'Ukraine a réintroduit, aux frontières de l'Union, la réalité du conflit armé sur le continent européen. Dans le même temps, les incertitudes croissantes entourant la posture internationale des États-Unis ont nourri les interrogations sur la solidité, à moyen et long terme, de la garantie de sécurité américaine en Europe. Les tensions au Moyen-Orient, enfin, rappellent avec force que les déstabilisations régionales se convertissent rapidement en vulnérabilités énergétiques, commerciales, industrielles et diplomatiques pour l'ensemble des États européens. De crise en crise s'impose l'évidence que l'Europe ne peut plus durablement préserver son rang, sa sécurité et sa liberté d'action avec des instruments de puissance dispersés et une capacité de décision incomplète.

C'est en réaction à cette prise de conscience que s'inscrit l'initiative de la Commission européenne *ReArm Europe*, ensuite rebaptisée *Readiness 2030*, destinée à renforcer les capacités militaires

européennes à travers un plan d'investissement de grande ampleur³. En visite à Athènes il y a quelques jours, Emmanuel Macron a inscrit cette ambition dans un contexte qu'il a qualifié de « moment unique », en évoquant la convergence de puissances américaine, russe et chinoise désormais opposées aux intérêts européens. Dans ce cadre, il a appelé à un « sursaut » du continent, en défendant une Europe davantage responsable de sa propre sécurité et mieux armée pour protéger sa souveraineté⁴. La logique est la même que celle qui guide les initiatives françaises ouvertes ces derniers mois sur la protection du continent, y compris à travers la réouverture d'un débat sur la portée européenne de la dissuasion française⁵.

Réalisée à l'occasion de la Journée de l'Europe 2026, cette **enquête** Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès a pour objet d'éclairer l'évolution du rapport des Français à la construction européenne dans la période actuelle. Dans un contexte marqué par le retour des logiques de puissance, elle permet d'observer la manière dont l'opinion se situe face à la perspective d'une Europe plus cohérente et plus autonome sur le plan stratégique, ainsi que les attentes qui en découlent pour l'avenir de l'Union. Celles-ci portent d'abord sur la capacité de l'Union à faire davantage la preuve de son utilité, en particulier dans les domaines où la sécurité nationale et la souveraineté sont désormais en jeu.

Renouer avec la promesse de Maastricht

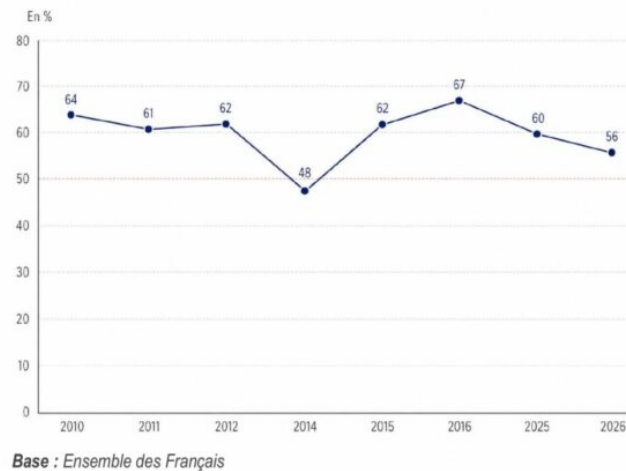
Dans son discours de Strasbourg de 1992, Jacques Delors, dressait un constat dont la portée dépasse largement la seule séquence du traité de Maastricht : le succès du marché unique, si décisif soit-il, ne saurait constituer à lui seul l'horizon de la construction européenne. À ses yeux, l'intégration économique n'avait de sens durable qu'à la condition d'être relayée par un approfondissement politique, par un renforcement de la cohésion entre les États membres et par une capacité accrue à agir en commun⁶. Plus de trente ans après, l'intuition de l'ancien président de la Commission européenne paraît éclairer les évolutions du regard des Français sur l'Union européenne.

Alors que le contexte international s'est sensiblement dégradé depuis le début des années 1990, et en dépit de la persistance d'un discours critique à l'égard de Bruxelles, l'appartenance de la France à l'Union européenne continue de bénéficier d'une perception majoritairement positive dans l'opinion : 56 % des Français y voient une bonne chose, contre 44 % qui expriment un jugement négatif. Cette majorité relative n'en constitue pas moins un fait politique significatif. Elle suggère qu'au-delà des critiques et des controverses, l'Union européenne continue de bénéficier, dans l'opinion, d'un socle de légitimité réel.

La proportion de Français qui jugent positivement l'appartenance de la France à l'Union européenne depuis 2010

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

Réponse : « Plutôt une bonne chose »

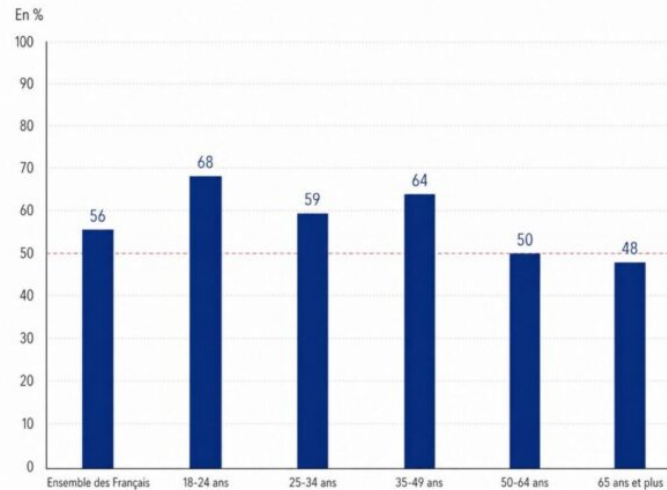


Ce jugement favorable ne se distribue toutefois pas de manière homogène, mais il suit des lignes de fracture générationnelles, sociales et territoriales nettement marquées. Il est d'abord plus élevé chez les jeunes : 63% des moins de 35 ans considèrent l'appartenance à l'Union comme une bonne chose, dont 68% des 18-24 ans, contre 54% des 35 ans et plus, 50% des 50-64 ans et 48% des 65 ans et plus. Plus le niveau de scolarité, les revenus et l'intégration sociale augmentent, plus l'opinion favorable sur l'appartenance à l'UE s'améliore : 74% des personnes aisées, 76% des diplômés du 2^e et 3^e cycle et 78% des cadres et professions intellectuelles supérieures ont une opinion positive de l'Union, comparativement à 48% des personnes défavorisées, 34% des personnes peu ou pas diplômées, 52% des ouvriers et 43% des chômeurs. La variable territoriale confirme cette structuration : 63% des habitants de l'agglomération parisienne jugent positivement l'appartenance à l'Union, contre 42% dans les communes rurales. Autrement dit, le jugement favorable porté sur l'Union européenne reste majoritaire, mais il demeure socialement marqué. Il est plus fort chez ceux qui disposent des ressources scolaires, économiques, professionnelles ou territoriales leur permettant de tirer plus directement parti de l'ouverture européenne – qu'il s'agisse de mobilité, d'insertion dans des marchés plus larges, de circulation des opportunités ou d'accès à des espaces de formation et d'échange. À l'inverse, il se fragilise là où l'Europe apparaît plus distante, plus abstraite, ou moins protectrice dans le quotidien. Ce n'est donc pas seulement une fracture d'opinion qui se dessine, mais une fracture d'usage, d'appropriation et parfois de bénéfice perçu⁷.

La proportion de Français qui jugent positivement l'appartenance de la France à l'Union européenne, selon l'âge

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

Réponse : « Plutôt une bonne chose »

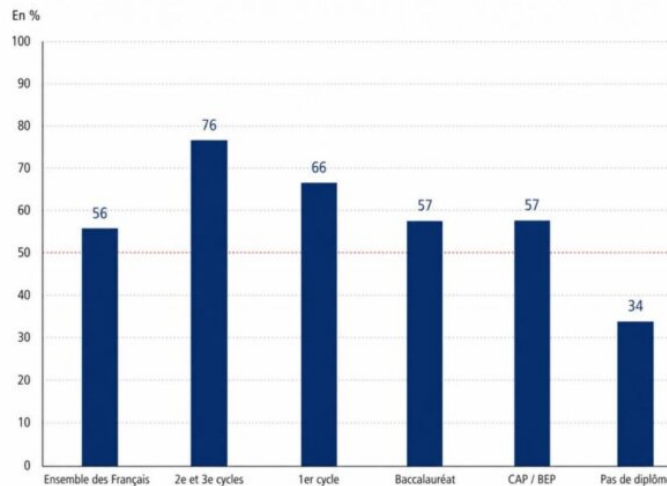


Base : Ensemble des Français

La proportion de Français qui jugent positivement l'appartenance de la France à l'Union européenne, selon le niveau d'éducation

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

Réponse : « Plutôt une bonne chose »



Base : Ensemble des Français

À cette géographie sociale du soutien s'ajoute un clivage politique très net. L'adhésion à l'appartenance de la France à l'Union européenne est particulièrement forte dans les électors de gauche et du centre : 75% chez l'ensemble des sympathisants de gauche, dont 78% chez les sympathisants du Parti socialiste et 79% chez Les Écologistes, et 83% chez les proches du bloc central. Elle demeure majoritaire à droite, mais à un niveau plus limité, avec 54% chez Les

Républicains. À l'inverse, elle chute à 26% chez les sympathisants du Rassemblement national (RN) et de Reconquête.

Mais le point sans doute le plus structurant de cette première séquence tient au décalage entre deux formes d'adhésion à l'Europe. Les Français se déclarent nettement plus attachés à l'Europe comme espace d'histoire, de patrimoine et d'horizons communs qu'à l'Union européenne comme institution politique. Les premiers recueillent 68% d'attachement (avec 54% chez les sympathisants du Rassemblement national), contre 46% pour la seconde. L'écart est considérable. Il indique que l'idée européenne, dans sa dimension historique, culturelle et civilisationnelle, demeure largement partagée par l'opinion. En revanche, sa traduction institutionnelle convainc moins.

Cette divergence est politiquement significative. Elle suggère que la question, aujourd'hui, n'est pas tant celle de la légitimité de l'Europe que celle de son incarnation. C'est en cela que l'intuition formulée par Jacques Delors en 1992 conserve toute son actualité : l'Europe ne peut durablement tenir sur le seul registre de la réussite économique ou du marché unique, elle doit aussi se traduire en cohésion, en lisibilité politique et en capacité d'action commune. Or, c'est précisément ce que met au jour cette enquête. Les Français continuent majoritairement de reconnaître la valeur de l'appartenance européenne, mais ils se montrent plus réservés dès lors qu'il s'agit de l'Union comme structure institutionnelle. Le déficit n'est donc pas d'abord un déficit d'adhésion ; il est un déficit de traduction. Et c'est ce qui ouvre, au sein même d'un bilan globalement positif, un espace pour une demande de réforme de l'Union : non contre l'Europe, mais au nom d'une Europe plus fidèle à la promesse politique qu'elle doit continuer de porter.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Réformer l'Europe par la puissance

La question actuelle n'est plus seulement celle de la nécessité d'une réforme, mais des domaines où cette urgence doit d'abord se concentrer. Dans la période de crises successives traversées par l'Europe, cette demande tend à se porter là où l'Union peut devenir immédiatement lisible et

protectrice : la politique étrangère et la défense, véritables attributs de la puissance régaliennne dont les institutions européennes restent aujourd’hui insuffisamment dotées.

Parler avec une seule voix : le soutien à une politique étrangère commune

Dans la séquence internationale ouverte par la guerre en Ukraine, prolongée par les crises au Moyen-Orient et rendue plus incertaine encore par les interrogations croissantes sur la permanence de l’engagement américain en Europe, l’Union a vu ressurgir l’une de ses fragilités les plus anciennes : la difficulté à parler d’une seule voix dans le cadre des grandes crises internationales. Le déclenchement du conflit entre l’Iran et les États-Unis et Israël en a fourni une illustration supplémentaire, en révélant une Europe à la fois directement concernée par les conséquences du conflit et encore trop divisée pour imposer une position pleinement lisible⁸. Ce que cet épisode met au jour, ce n’est pas seulement une difficulté de coordination, mais la limite plus profonde d’une Union qui peine encore à convertir son poids économique et normatif en présence diplomatique pleinement audible.

C’est dans ce cadre que la proposition d’un ministre européen des Affaires étrangères prend toute sa portée. Elle recueille 57% d’opinions favorables, contre 43% d’opinions opposées. Ce score est politiquement significatif : il indique qu’une majorité de Français serait disposée à accepter une intégration plus poussée dès lors qu’elle permettrait de rendre la position de l’Union plus cohérente et plus audible à l’extérieur.

Le détail selon la proximité partisane renforce l’intérêt de ce résultat. Le soutien à la création d’un ministre européen des Affaires étrangères atteint 84% chez les sympathisants du Parti socialiste, 82% chez les sympathisants de Renaissance, 72% chez Les Écologistes et 65% auprès de ceux La France insoumise (LFI). Cette proportion demeure majoritaire chez Les Républicains (59%), mais devient minoritaire chez les sympathisants du Rassemblement national, à 37%. L’intérêt de cette hiérarchie est de montrer que la demande d’une politique étrangère plus intégrée va de la gauche radicale à la droite modérée. Elle ne devient véritablement minoritaire que là où la souveraineté continue d’être pensée dans un cadre strictement national. Ce qui s’exprime ici n’est donc pas d’abord un réflexe fédéral, mais une attente de cohérence diplomatique et de capacité d’initiative.

L’armée commune au cœur d’une Europe plus souveraine

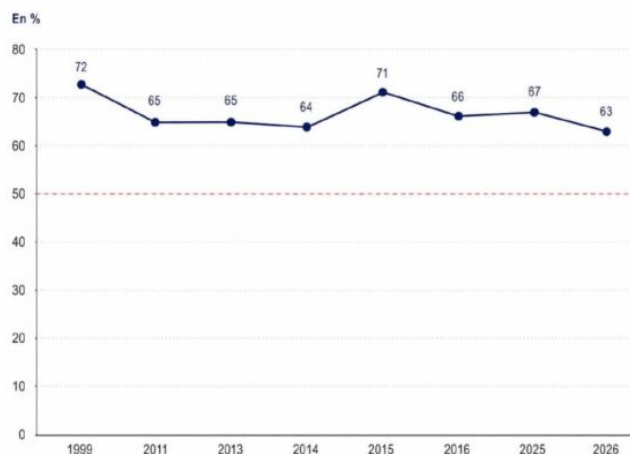
Au moment même où les institutions européennes assument plus explicitement la nécessité d’un saut capacitaire en matière de défense – le Conseil européen affirmant, en juin 2025, que l’Europe doit devenir « plus souveraine, plus responsable de sa propre défense et mieux équipée pour agir

de manière autonome⁹ » –, la création d’une armée européenne apparaît, dans cette séquence, comme l’expression la plus nette de l’attente d’une Europe plus consistante. Forme la plus aboutie d’une Europe-puissance, elle recueille aujourd’hui 63% d’opinions favorables, contre 37% d’opinions opposées. Le résultat mérite d’autant plus d’être relevé qu’il s’inscrit dans une histoire longue : dès 1999, l’idée rassemblait 72% de soutien ; elle s’est ensuite maintenue à un niveau élevé, oscillant entre 64% et 71% entre 2011 et 2025. Si le score observé aujourd’hui marque un léger tassement, il ne remet pas en cause l’essentiel : l’idée d’une armée européenne appartient de manière durable à l’horizon d’attente des Français.

Le soutien à la création d'une armée européenne depuis 1999

Question : Vous personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à la création d'une armée européenne ?

Réponse : « Tout à fait favorable » et « Plutôt favorable »



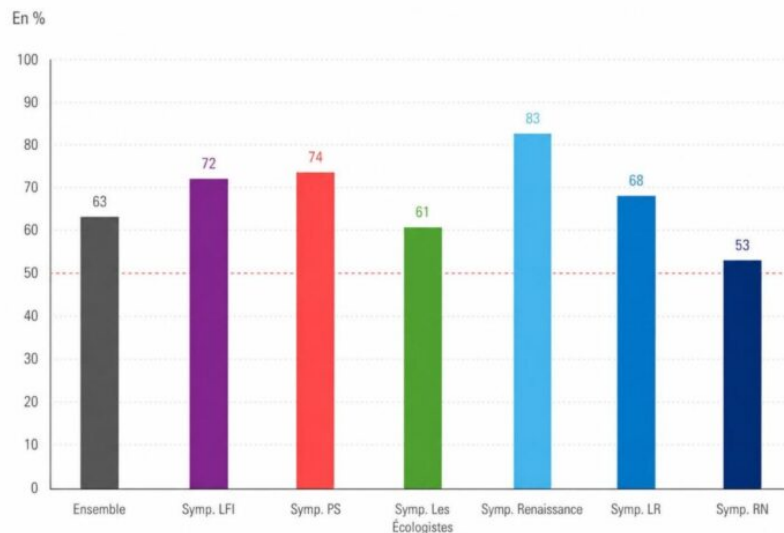
Base : Ensemble des Français

Ce soutien présente, de surcroît, une portée politique particulière. 83% des sympathisants Renaissance y sont favorables, mais aussi 74% des sympathisants du Parti socialiste, 72% de ceux de La France insoumise et 68% des sympathisants des Républicains. Même au Rassemblement national, l’approbation demeure majoritaire, à 53%. Cette transversalité est significative. Elle indique que, sur les enjeux de défense, la demande d’intégration ne se réduit pas à un réflexe idéologique ou à une préférence fédérale de principe, mais elle procède plus largement d’une perception croissante de l’insuffisance de l’échelon national face au retour de menaces extérieures de plus en plus visibles.

Le soutien à la création d'une armée européenne, selon la proximité partisane

Question : Vous personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à la création d'une armée européenne ?

Réponse : « Tout à fait favorable » et « Plutôt favorable »



Base : Ensemble des Français

Penser la dissuasion nucléaire à l'échelle de l'Union

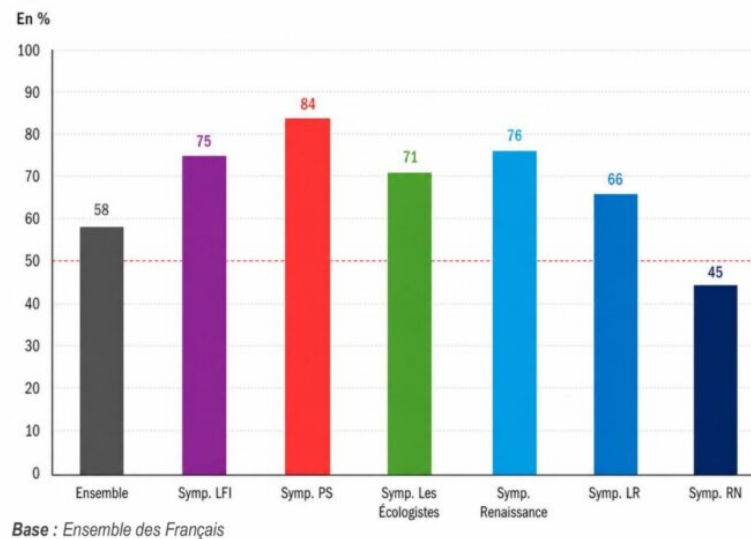
L'extension de la dissuasion nucléaire française aux pays de l'Union procède, cette fois, d'une logique plus directement liée à l'initiative française. En rouvrant, depuis 2025, la discussion sur la portée européenne de la dissuasion française, Emmanuel Macron a contribué à déplacer un débat longtemps resté théorique vers le champ des options stratégiques désormais explicitement envisagées¹⁰. Cette ouverture n'est pas restée sans écho. En Allemagne, Friedrich Merz s'est montré disposé à engager la discussion et, à l'échelle européenne, plusieurs partenaires ont accueilli favorablement l'idée d'un dialogue renforcé sur les garanties ultimes¹¹.

Les résultats de l'enquête présentent à ce sujet un certain relief. L'extension du parapluie nucléaire français à l'ensemble des pays de l'Union recueille en fait 58% d'opinions favorables. Il s'agit sans doute de la proposition la plus sensible sur le plan symbolique, puisqu'elle touche à l'un des attributs les plus fortement associés à la souveraineté nationale. Qu'une majorité relative de Français accepte désormais d'envisager cette extension indique qu'une européenisation des instruments ultimes de sécurité est devenue pensable au sein de l'opinion publique. Sans signifier une volonté de partage de la dissuasion nucléaire française, ce résultat dit néanmoins quelque chose d'essentiel : dans un environnement international plus menaçant, la dissuasion peut être pensée non plus seulement comme une garantie nationale, mais aussi comme une ressource potentielle de protection du continent.

Le soutien à l'extension du « parapluie nucléaire » français à l'ensemble des pays de l'Union européenne, selon la proximité partisane

Question : Vous personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à l'extension du « parapluie nucléaire » français à l'ensemble des pays de l'Union européenne ?

Réponse : « Tout à fait favorable » et « Plutôt favorable »



L'autonomie stratégique comme nouvel horizon majoritaire

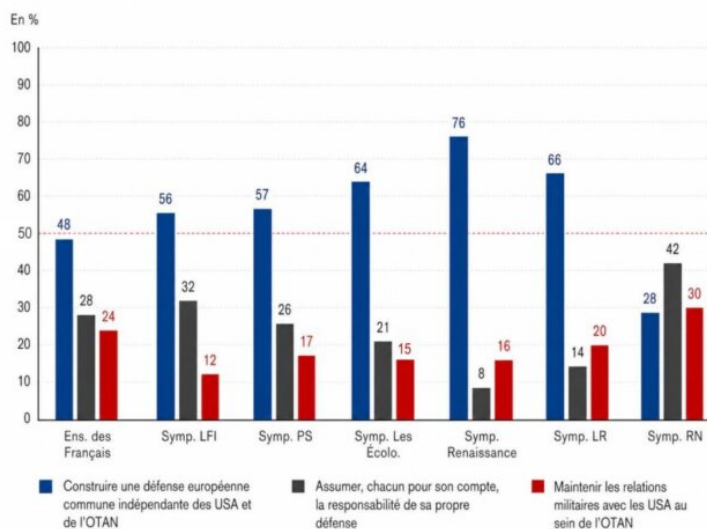
Dès le discours de la Sorbonne de 2017, Emmanuel Macron avait posé les termes du débat qui structure aujourd'hui cette quatrième séquence. « En matière de défense, notre objectif doit être la capacité d'action autonome de l'Europe [...] l'Europe devra ainsi être dotée d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir », déclarait-il alors¹². Neuf ans plus tard, ce modèle ne relève plus seulement de la vision présidentielle, mais il trouve une traduction majoritaire dans l'opinion. Lorsqu'on demande aux Français quelle devrait être l'orientation privilégiée pour l'avenir de la défense en Europe, l'option qui arrive en tête est désormais celle d'une défense européenne commune indépendante des États-Unis et de l'OTAN, choisie par 48% d'entre eux, devant le maintien du cadre atlantique (24%) et la renationalisation des responsabilités de défense (28%). Ce résultat marque un déplacement important : au terme de deux mandats, le macronisme a contribué à installer dans l'opinion une représentation de l'avenir stratégique du continent fondée sur l'idée d'une Europe plus souveraine et plus autonome, évolution renforcée par un contexte international marqué par la guerre en Ukraine et le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, qui ont rendu plus visible la nécessité pour l'Europe de se doter d'une capacité d'action propre.

Le clivage partisan permet de mesurer plus finement la portée de ce résultat. Le soutien à une défense européenne commune indépendante des États-Unis et de l'OTAN culmine à 76% chez les sympathisants Renaissance, ce qui confirme que cette orientation constitue le noyau doctrinal de

l'espace macroniste. Mais son intérêt politique tient précisément au fait qu'elle déborde largement ce seul bloc. Elle est également majoritaire chez les sympathisants des Républicains (66%), chez Les Écologistes (64%), chez les sympathisants du Parti socialiste (57%) et de La France insoumise (56%).

Les orientations souhaitées pour l'avenir de la défense en Europe, selon la proximité partisane

Question : La plupart des pays de l'Union européenne sont liés aux Etats-Unis pour leur défense dans le cadre de l'OTAN. A votre avis, devraient-ils...?



Base : Ensemble des Français

Cette configuration selon la proximité partisane est d'autant plus significative qu'elle dessine deux conceptions désormais concurrentes de la souveraineté. D'un côté, un bloc large – de la gauche à la droite modérée – tend à considérer que l'autonomie stratégique de l'Europe constitue désormais la condition d'une souveraineté française effective dans un environnement international désormais dégradé. De l'autre, le Rassemblement national fait apparaître une logique inverse : seuls 28% de ses sympathisants privilégient une défense européenne commune indépendante, tandis que 42% souhaitent que chaque pays assume seul sa propre défense et 30% préfèrent le maintien du lien militaire avec les États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Le clivage ne porte donc pas seulement sur l'Europe ; il porte plus profondément sur la manière de penser la protection du pays et du continent à l'époque des grands bouleversements géopolitiques.

2027 : l'Europe de la défense comme critère de crédibilité présidentielle

Le rapprochement de l'échéance électorale d'avril 2027 replace la question de la défense

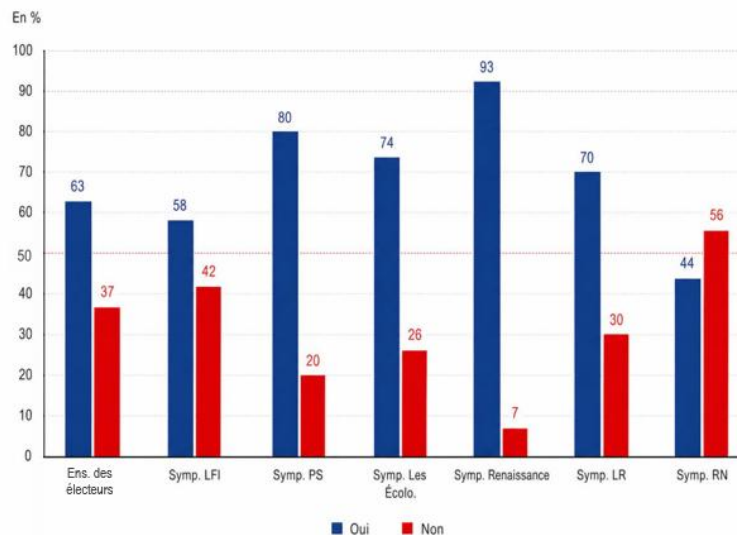
européenne au cœur de la compétition présidentielle. En effet, il ne s'agit plus simplement d'un débat stratégique sur l'avenir de l'Union, mais d'un enjeu susceptible de produire des effets électoraux directs sur la campagne à venir. Dans cette perspective, l'intérêt de la dernière séquence de l'enquête est de mesurer le coût politique potentiel d'une remise en cause de l'engagement français en faveur d'une défense européenne commune. Sur ce point, le résultat est net : 63% des électeurs déclarent qu'ils seraient gênés de voter pour un candidat qui remettrait en cause l'engagement de la France en faveur d'une défense commune européenne, dont 26% « oui, tout à fait », contre 37% pour lesquels cela ne constituerait pas un obstacle.

Le soutien à la défense européenne commune n'apparaît plus seulement comme un marqueur d'européisme, mais il tend à s'affirmer comme un critère de crédibilité dans la compétition présidentielle. À mesure que les tensions internationales imposent au premier plan les questions de sécurité, la remise en cause de cet engagement peut désormais exposer à un risque de sanction électorale.

Une fois encore, la structure de l'opinion dessine deux espaces distincts. La gêne à l'idée de voter pour un candidat remettant en cause l'engagement français en faveur d'une défense européenne commune atteint 93% chez les sympathisants Renaissance, 80% chez les sympathisants du Parti socialiste, 74% chez les Écologistes et 70% chez Les Républicains. Fait notable, malgré le discours très critique de Jean-Luc Mélenchon à l'égard d'une Europe de la défense, cette position reste majoritaire chez les sympathisants de La France insoumise, à 58%. Elle devient en revanche minoritaire chez les sympathisants du Rassemblement national, où 44% se déclarent gênés, contre 56% qui ne le seraient pas.

Le rejet d'un candidat à l'élection présidentielle remettant en cause l'engagement de la France en faveur d'une défense européenne commune

Question : Lors de l'élection présidentielle de 2027, cela vous gênerait-il de voter pour un(e) candidat(e) qui remettrait en cause l'engagement de la France en faveur d'une défense européenne commune ?



Base : Ensemble des électeurs

Ce clivage ne signifie pas que la défense européenne fasse désormais consensus. Il montre plutôt que la remettre en cause peut avoir un coût politique. Pour peser politiquement dans la séquence qui s'ouvre, l'engagement européen doit être plus clair, plus concret et plus crédible. Il doit apparaître non seulement comme un choix de principe, mais comme une véritable volonté de mettre en place un modèle capable de protéger et agir. C'est cette exigence qui appelle une Union plus lisible, cohérente et plus capable d'agir – en particulier dans les domaines où se joue désormais la puissance. Et c'est peut-être là, au croisement de l'héritage de Maastricht, du retour de la guerre sur le continent et de la séquence politique qui conduit à 2027, que se noue aujourd'hui la question européenne en France.

1. [Le regard des Français sur l'avenir de l'Union européenne et sur la défense commune européenne](#), enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, avril 2026.
2. Mario Draghi, « Les fondements de l'Europe nouvelle », [Le Grand Continent](#), 2 février 2026.
3. Commission européenne, « [Agir dans le domaine de la défense pour protéger les Européens](#) », 28 mars 2025.
4. « À Athènes, Macron défend le « moment européen » face à l'opposition « farouche » de Trump, Poutine et Xi », [France 24](#), 24 avril 2026.
5. Chloé Hoorman, « La dissuasion nucléaire française fait un grand pas vers l'Europe », [Le Monde](#), 3 mars 2026.
6. Jacques Delors, Discours prononcé devant le Parlement européen de Strasbourg le 11 février 1992, Secrétariat général des affaires européennes.
7. Bruno Cautrès, Thierry Chopin et Emmanuel Rivière, « Un euroscepticisme à la française. Entre défiance et ambivalence », [Institut Jacques Delors](#), 29 novembre 2021.
8. Clément Solal, « Guerre au Moyen-Orient : l'Europe peine à parler d'une seule voix sur l'Iran », [Le Parisien](#), 4 mars 2026.
9. Conseil européen, « Conclusions du Conseil européen sur la défense et la sécurité européennes », 26 juin 2025.

10. Cécile Ducourtieux, Philippe Ricard et Élise Vincent, « L'extension du parapluie nucléaire français et britannique en Europe suscite un intérêt grandissant de la part des alliés », *Le Monde*, 4 mars 2025.
11. Elsa Conesa et Anne-Françoise Hivert, « En Allemagne, la coopération nucléaire avec la France représente une évolution significative », *Le Monde*, 3 mars 2026.
12. Emmanuel Macron, Discours prononcé à la Sorbonne le 26 septembre 2017, Secrétariat général des affaires européennes.